SPARTACIST
Supplément
4 octobre 2024

Le carnage sioniste s'étend

Pourquoi personne ne peut arrêter Nétanyahou ?

4 octobre – Depuis le 7 Octobre, la machine infernale sioniste a massacré des dizaines de milliers de Palestiniens. L'escalade n'a pas cessé et aujourd'hui elle menace de provoquer une guerre régionale majeure. En avril dernier, Israël a bombardé l'ambassade d'Iran en Syrie, en juillet il a assassiné à Téhéran le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, et depuis il s'est engagé dans une offensive contre le Hezbollah, faisant exploser des milliers de bipeurs, tuant ses dirigeants – dont Hassan Nasrallah – et menant des raids dans le Sud du Liban. Face aux crimes d'Israël, des millions de personnes ont manifesté, la Cour pénale internationale (CPI) a ouvert une enquête, et l'Iran et le Hezbollah ont tiré des missiles sur Israël. Cependant, rien ne semble dissuader Israël de poursuivre son escalade.

Cela s'explique en partie par le fait que le gouvernement de Nétanyahou, composé de bouchers et de fanatiques, a un objectif clair : le nettoyage ethnique des Palestiniens, du fleuve à la mer. L'obstacle auquel il fait face, c'est que, depuis plusieurs décennies, l'Iran a progressivement érodé la domination militaire d'Israël dans la région. Non seulement l'Iran a développé des armes de pointe, y compris la capacité de développer des armes nucléaires, mais il a également profité des guerres désastreuses menées par les États-Unis dans la région pour consolider un réseau de puissantes milices. Ces évolutions sont considérées comme des menaces existentielles pour le projet sioniste d'Israël.

La droite sioniste voit aujourd'hui une occasion historique de porter un coup dévastateur à l'Iran. La population israélienne a été embrigadée depuis le 7 Octobre dans une frénésie génocidaire ; la réputation internationale d'Israël est déjà en lambeaux et les États-Unis promettent un soutien inconditionnel. Dans ce contexte, Nétanyahou pense qu'en intensifiant continuellement le conflit il peut soit obtenir une capitulation majeure de l'Iran et de ses alliés, soit entraîner les États-Unis dans une guerre directe avec la République islamique. Dans les deux cas, il espère assurer l'expansion sur les terres palestiniennes restantes sans rencontrer d'opposition, et la défense à long terme des frontières d'Israël.

Mais la question demeure : « Pourquoi personne ne peut arrêter Nétanyahou ? » Dans certains cas, la réponse est évidente. Peut-être que les États-Unis ne considèrent pas une guerre avec l'Iran comme souhaitable actuellement, mais c'est tout à fait secondaire par rapport à leur engagement à défendre Israël quoi qu'il arrive. Même si Biden n'était pas sénile, le manque de détermination politique à mettre fin à l'agression israélienne demeurerait. Quant aux gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la France, du Japon et d'autres « démocraties » avancées, ce sont des larbins déterminés à défendre l'ordre mondial américain même si cela conduit à la dévastation de leurs propres économies. Ils ne vont pas en faire toute une histoire.

Et les forces qui s'opposent à Israël, comme l'Iran ? Ou les millions de personnes qui manifestent contre le génocide à Gaza ? Pourquoi n'ont-elles pas été capables d'arrêter la spirale sanglante en Asie occidentale ? Là il faut regarder non seulement l'équilibre des forces militaires mais aussi les perspectives politiques des différentes oppositions à Nétanyahou. Comme on va le voir, la véritable raison pour laquelle son gouvernement n'a pas été stoppé, c'est que ses opposants n'ont pas de programme audacieux et cohérent pour vaincre le sionisme et se débarrasser de la domination impérialiste sur la région.

Le choix de l'ayatollah : Capitulation ou djihad ?

Il faut tout d'abord examiner l'Axe de la résistance mené par l'Iran, qui comprend le Hezbollah et les houthistes au Yémen. Contrairement à la plupart des autres régimes musulmans qui condamnent Israël en paroles tout en restant en pratique alignés sur les États-Unis, le régime iranien et ses alliés affrontent directement Israël, y compris en lançant des missiles sur son territoire. Cela dit, les démonstrations de force comme celle du 1er octobre ne prouvent pas que l'Axe de la résistance soit déterminé à lutter pour la libération de la Palestine, ni qu'il ait le moindre plan cohérent pour vaincre Israël ou, ce qui est plus important, les États-Unis. En vrai c'est tout le contraire.

La priorité absolue des dirigeants iraniens est de préserver le régime théocratique chiite. Depuis qu'il a été mis en place en renversant le shah, qui était une marionnette des États-Unis, le régime est en conflit permanent avec les intérêts impérialistes dans la région. En même temps, la nature théocratique et capitaliste du régime limite la capacité de l'Iran à repousser et à vaincre l'impérialisme en unissant les peuples d'Asie occidentale dans une lutte commune.

Les problèmes du régime commencent avec les Iraniens eux-mêmes : beaucoup d'entre eux détestent la vie sous le joug de la loi islamique et des mollahs. Les femmes en particulier se voient refuser les droits démocratiques les plus élémentaires, y compris celui de décider de leur tenue vestimentaire. L'Iran compte également différentes nationalités et groupes religieux qui subissent la répression et le déni de leurs droits nationaux. Ces tensions internes sont apparues au grand jour en 2022, lors de l'explosion sociale qui a suivi la mort en détention de Jina Amini.

Cette situation intérieure tendue signifie que toute menace

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)
Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA • www.icl-fi.org • X @SpartacistICL • spartacist@spartacist.org

provenant des impérialistes et d'Israël doit être mise en regard de la stabilisation du front intérieur, qui semble sous bien des aspects plus dangereux pour les religieux au pouvoir. Cela explique pourquoi, en plein génocide israélien à Gaza, l'ayatollah a permis à Massoud Pezeshkian de se présenter à l'élection présidentielle et de se faire élire sur un programme d'apaisement vis-à-vis de l'Occident. Ce n'était pas un revirement mais l'aboutissement logique de la doctrine proclamée de « patience stratégique » à l'égard d'Israël. L'aile réformatrice du régime pense que si elle peut éviter une confrontation directe avec Israël et obtenir des concessions économiques de la part de l'Occident, elle sera en mesure de réduire les tensions internes et d'assurer la stabilité du régime.

Les réformateurs sont conscients que le prix à payer pour ces concessions est de poignarder dans le dos les Palestiniens et leurs autres alliés. Fin septembre, alors même qu'Israël s'activait à décapiter le Hezbollah, le principal allié de l'Iran dans la région, le président Pezeshkian était à New York pour appeler à rouvrir les négociations sur le nucléaire de 2015. La choquante inaction face à l'agression israélienne contre le Liban a été justifiée ainsi par un membre du régime cité dans le *Financial Times* (26 septembre) : « inévitablement, certaines questions importantes sont mises de côté au profit de questions plus urgentes, au moins temporairement. C'est le prix à payer lorsqu'on ajuste son approche dans une bataille ».

Il y a bien entendu une autre aile de la classe dirigeante, les « partisans de la ligne dure », qui veulent imposer un ordre religieux plus draconien à l'intérieur du pays et mener une politique plus conflictuelle à l'égard d'Israël. Il est en effet possible que, dans une longue guerre d'usure avec Israël et les États-Unis, l'Iran sorte vainqueur. Mais le prix à payer serait terrible et le régime courrait de grands risques.

Les États-Unis et Israël sont bien sûr très puissants sur le plan militaire. Mais de plus l'effort de guerre de l'Iran serait entravé par son caractère religieux. Compte tenu de la nature de la République islamique, toute guerre serait largement fondée sur le confessionnalisme chiite. Il est impossible sur une telle base d'unir les peuples de toute la région contre l'impérialisme et le sionisme. Une telle guerre serait un repoussoir pour une grande partie de l'Asie occidentale et permettrait à l'ennemi – et aux régimes sunnites hostiles aux chiites – de fomenter des conflits religieux et nationaux entre les différents groupes opprimés. Cette considération rend une guerre avec Israël beaucoup plus coûteuse et son issue beaucoup plus incertaine pour les religieux au pouvoir.

Le Liban illustre bien ce problème. Les colonialistes français ont sciemment construit le Liban selon des lignes de fracture confessionnelles afin de dresser les différents groupes religieux les uns contre les autres et de maintenir leur domination. Mais au lieu de surmonter ces divisions et de s'efforcer d'unir les sunnites, les chiites et les chrétiens contre l'impérialisme et Israël, l'Iran a concentré ses efforts sur la construction du Hezbollah, une milice basée sur la communauté chiite. Cela signifie que dans tout conflit avec Israël, le Hezbollah doit non seulement affronter l'ennemi extérieur mais aussi équilibrer ses relations avec les autres groupes religieux au Liban. Cette considération est certainement un facteur important dans la retenue du Hezbollah depuis le 7 Octobre.

Il est clair que ni le Hezbollah ni l'Iran n'ont confiance dans leur capacité à affronter Israël à l'heure actuelle. Ces dernières semaines, Nétanyahou a su exploiter l'indécision et le flottement de ses adversaires avec un effet dévastateur. Israël a réussi à décapiter la direction du Hezbollah et a montré au grand jour que l'Iran n'est pas un allié fiable. Face à l'humiliation, le régime iranien a finalement réagi en tirant une salve de 180 missiles balistiques sur Israël. L'initiative est maintenant de nouveau entre les mains d'Israël, qui décidera s'il souhaite poursuivre l'escalade dans le conflit.

Il faut garder à l'esprit qu'il n'est pas du tout certain qu'une guerre totale au Moyen-Orient renforcerait la position des États-Unis et d'Israël – en fait, c'est tout à fait le contraire qui est probable. Cela dit, pour faire avancer la libération palestinienne et l'émancipation de la classe ouvrière, il ne faut pas compter sur l'Axe de la résistance. Ce qu'il faut au contraire, c'est un programme qui soit intransigeant dans son opposition à l'impérialisme et qui puisse unir les peuples du Moyen-Orient. Les piliers d'un tel programme doivent être les suivants :

- ***Défense de Gaza, de la Cisjordanie, du Yémen, du Liban et de l'Iran contre les attaques sionistes et impérialistes !***
- ***Libération nationale de la Palestine et reconnaissance des pleins droits nationaux, y compris l'autodétermination pour toutes les nations !***
- ***Pas de religion d'État, pas d'imposition du voile !***
- ***Nationalisation des biens des impérialistes et de leurs valets locaux !***

Le sionisme libéral : Réactionnaire et impuissant

Même si les idéologues de l'Axe de la résistance prennent leurs désirs pour des réalités, Israël n'est pas un tigre de papier. Il ne s'effondrera pas si sa version des choses est démystifiée ou s'il subit des coups, même sévères, sur le plan économique. Les deux piliers de la force d'Israël sont le soutien qu'il reçoit des États-Unis et l'existence d'une nation juive consolidée sur le territoire de la Palestine. Cela signifie que même s'il était possible d'infliger à Israël une défaite militaire désastreuse qui remettrait en question son existence même, il ne fait aucun doute que les sionistes seraient en mesure d'infliger des destructions catastrophiques et qu'une grande partie de la population israélienne se battrait jusqu'au bout pour son existence nationale. La confrontation militaire avec l'ensemble de la nation israélienne garantit une résistance et une destruction maximales. C'est pourquoi, si l'on veut sérieusement la libération palestinienne, il faut avoir une stratégie visant à saper l'unité nationale d'Israël et à détacher du sionisme une partie importante de la population.

Ces dernières années ont montré qu'il existe effectivement d'importantes fissures au sein d'Israël. Ces tensions intérieures reflètent le glissement inexorable du pays vers une théocratie militarisée totalitaire, même pour les Juifs. Cette trajectoire montre qu'une société fondée sur l'oppression nationale non seulement avilit les opprimés – en l'occurrence les Palestiniens – mais entraîne aussi la nation oppressive dans la barbarie.

Les manifestations de masse de 2023 contre la réforme judiciaire antidémocratique de Nétanyahou et les manifestations plus récentes exigeant un cessez-le-feu pour libérer les otages à Gaza étaient des mouvements basés sur l'aile libérale de la classe dirigeante sioniste. Ce pôle de la société israélienne s'oppose aux aspects les plus belliqueux et théocratiques de la politique gouvernementale, tout en étant pleinement dévoué au sionisme, c'est-à-dire l'oppression nationale des Palestiniens. Cela confère au sionisme libéral un caractère réactionnaire. Cela signifie également qu'il est totalement impuissant face à l'aile droite de la société israélienne.

La logique du sionisme est telle que la fraction de la classe dirigeante qui est la plus enragée et qui cherche le plus la confrontation sera toujours plus conséquente que ceux qui se drapent dans de grands idéaux tout en continuant à défendre le crime historique de la dépossession des Palestiniens. La faillite des mouvements sionistes libéraux est clairement démontrée par le fait qu'ils s'évaporent dès que la défense natio-

nale d'Israël est posée de manière un tant soit peu sérieuse. Après le 7 Octobre, certains des plus fervents opposants de Nétanyahou se sont empressés de rejoindre son gouvernement d'unité nationale. Et à la suite des offensives israéliennes contre le Liban, le mouvement pour la libération des otages s'est employé immédiatement à se démobiliser. Le fait est qu'il ne peut y avoir d'opposition sérieuse à la bande de fanatiques de Nétanyahou sans rompre politiquement avec le sionisme et défendre la libération palestinienne.

Il existe bien en Israël des forces, petites, qui s'opposent à l'oppression palestinienne. Cependant, même si elles sont en butte à une répression intense, elles n'affrontent pas l'obstacle que représente le sionisme libéral. Dans le cas de groupes comme l'Internationalist Socialist League (affiliée au CCRI — Courant communiste révolutionnaire international), ils soutiennent que, parce qu'Israël est un État colonial de peuplement, on ne peut pratiquement rien faire pour amener la classe ouvrière israélienne à rompre avec le sionisme. Pour eux, la tâche consiste simplement à faire preuve d'une solidarité libérale avec les Palestiniens sans chercher à influencer la société israélienne. Il y a ensuite des organisations comme Socialist Struggle (affiliée à l'ISA – International Socialist Alternative), qui applaudissent les mouvements sionistes libéraux. Par exemple, ils ont salué la grève générale d'une journée début septembre sans manifester aucune opposition au sionisme, et en mettant sous le tapis le fait qu'elle était organisée par une bureaucratie syndicale entièrement acquise à l'oppression nationale des Palestiniens. Dans les deux cas, il y a un refus ou une incapacité de confronter les croyances sionistes profondément enracinées chez les travailleurs.

Pour faire éclater le bloc que constitue la société israélienne, il est essentiel d'aller au-delà des idées que les gens ont dans le crâne et d'examiner les intérêts matériels des différentes classes. Si Israël bénéficie d'un niveau de vie plus élevé en raison de son rôle de gros bras des impérialistes dans la région, les conditions de vie des travailleurs israéliens – y compris des travailleurs juifs – ne sont pas bonnes. L'oppression des Palestiniens ne profite pas aux travailleurs juifs : elle les tire vers le bas en les rendant impuissants à défendre leurs propres intérêts face aux patrons et à la bourgeoisie patriotes. Elle les transforme également en agents de l'oppression barbare des Palestiniens, ce qui met leur vie et celle de leur famille en danger et avilit leur propre humanité.

La clé pour débloquer ces contradictions consiste à saper le sionisme avec un programme dirigé à la fois contre son aile droite *et* contre son aile libérale.

- ***Pleins droits démocratiques pour tous les Palestiniens, du fleuve à la mer – les travailleurs israéliens ne seront jamais libres tant que les Palestiniens seront opprimés.***
- ***Rupture du lien avec les États-Unis – servir d'agents de l'impérialisme n'apportera jamais la sécurité.***
- ***Redistribution des terres et des richesses capitalistes aux travailleurs et aux Palestiniens.***

Hara-kiri pour Harris

Pour arrêter l'offensive israélienne, il est essentiel de stopper l'afflux d'armes en provenance de l'Occident, principalement des États-Unis. Il y a eu depuis un an d'innombrables manifestations propalestiniennes et même un mouvement étudiant éphémère mais combatif contre le génocide à Gaza. Toutefois, ces dernières semaines, le mouvement aux États-Unis s'est en grande partie liquidé afin de ne pas nuire aux perspectives électorales de Kamala Harris, dont tout le monde sait qu'elle est engagée à fond dans la défense d'Israël.

Rien n'illustre mieux l'impasse actuelle que le minable mouvement des « non-engagés ». Il y a quelques mois ce mouvement encourageait les électeurs aux primaires du Parti démocrate à inscrire la mention « non engagé » sur leur bulletin de vote comme tactique pour faire pression sur la direction du parti. Bien que des milliers de personnes aient suivi l'appel du mouvement, celui-ci n'a, comme on pouvait s'y attendre, rien obtenu et il a été jeté au caniveau par les démocrates, qui ont même rejeté la revendication pathétique du mouvement d'autoriser ne serait-ce qu'un orateur palestinien – quel qu'il soit – à s'adresser à la convention démocrate de Chicago. Aujourd'hui, après avoir rampé pendant des semaines sans aucun résultat malgré ses efforts, le mouvement non engagé a refusé de soutenir Harris, préconisant au lieu de cela de voter contre Trump… mais pas pour un troisième parti – c'est-à-dire de voter pour Harris.

Ce spectacle lamentable, applaudi à chaque étape par la majorité de la gauche, explique en grande partie pourquoi le mouvement palestinien en Occident a été si inefficace pour arracher la moindre concession, et encore moins pour stopper les livraisons d'armes. Au lieu de construire une opposition de la classe ouvrière aux deux partis de l'impérialisme américain, qui se battent pour paraître chacun plus sioniste que l'autre, le mouvement a cherché à tirer le Parti démocrate du côté de la Palestine. L'absurdité de cette stratégie est démontrée par le fait que même la députée américaine d'origine palestinienne Rashida Tlaib, qui s'est attiré les foudres de l'ensemble des médias et de l'establishment américains, est restée dans le Parti démocrate malgré le soutien de celui-ci au génocide. Cela montre que ce n'est pas le mouvement palestinien qui a influencé le Parti démocrate mais que le mouvement s'est sacrifié pour les démocrates.

Par ailleurs, des dizaines de milliers de métallos de Boeing et de dockers de l'ILA – syndicat des dockers – sont en grève. Même si l'ILA a criminellement continué à charger les armes, les grèves ont certainement causé plus de perturbations pour les fabricants d'armes américains que toutes les occupations de campus réunies. Le problème est que le mouvement propalestinien est totalement incapable de faire la liaison avec ces travailleurs, dont beaucoup détestent l'establishment libéral jusqu'à la moelle et préféreraient voter pour Trump. Au mieux, les militants libéraux font la morale aux travailleurs en leur expliquant pourquoi ils devraient soutenir la Palestine ; au pire, ils traitent les travailleurs conservateurs avec mépris et les considèrent comme « faisant partie du problème ».

Ce que les libéraux ne comprennent pas, c'est le fait fondamental qu'il n'est pas dans l'intérêt des travailleurs américains d'expédier des missiles causant la mort et le chaos dans le monde entier. Ce sont les enfants des travailleurs américains qui seront les premiers à être envoyés pour tuer et se faire tuer pour les profits de l'impérialisme américain. De nombreux travailleurs savent instinctivement que l'augmentation de l'insécurité et de la précarité à laquelle ils sont confrontés dans leur vie quotidienne a beaucoup à voir avec les guerres incessantes de l'Amérique. Au lieu de s'aplatir devant le parti même qui commet le génocide et brise des grèves, et au lieu d'essayer de colporter des balivernes libérales à la classe ouvrière, le mouvement propalestinien doit chercher à lier la cause palestinienne à celle de l'émancipation de la classe ouvrière aux États-Unis mêmes.

- ***Arrêt des livraisons d'armes à Israël ! Les crimes américains à l'étranger seront commis aux dépens des travailleurs américains.***
- ***Pour la libération des noirs, pour la libération des Palestiniens !***
- ***Opposition aux démocrates et aux républicains ! Pour***

un parti ouvrier – votez PSL (Party for Socialism and Liberation) !

Où sont les BRICS ?

Une alliance efficace est une alliance dont l'ensemble est plus fort que la somme de ses parties. Le bloc des BRICS+ est précisément l'inverse. Lorsqu'il s'agit de la Palestine, ou d'ailleurs de tout autre grand conflit géopolitique, il est absolument impotent. Le problème, c'est que chaque pays membre a des intérêts très différents et souvent contradictoires. Sur la question de la guerre à Gaza par exemple, un État membre, l'Iran, est en conflit direct avec Israël. Et ensuite il y a l'Inde, qui entretient des relations étroites avec Israël et qui est dirigée par un parti chauvin antimusulmans. Il est clair qu'en ce qui concerne la Palestine, les BRICS+ en tant que bloc ne joueront aucun rôle indépendant.

Et les autres grands pays qui composent ce bloc, comme la Russie et la Chine ? La Russie a fourni un certain soutien militaire à l'Iran, notamment des batteries de défense aérienne. Toutefois, la Russie semble plus désireuse d'éviter une escalade régionale que de faire avancer la cause de la libération de la Palestine. En fin de compte, malgré les clameurs contre un impérialisme russe, rien n'indique que la Russie tente de profiter de la situation pour repousser l'influence américaine hors de la région. La Russie se concentre au contraire sur terminer la guerre en Ukraine et conclure un accord avec les États-Unis concernant la future architecture de sécurité de l'Europe.

Et la Chine ? Sans doute un régime se réclamant du communisme ne manquerait pas d'apporter un soutien matériel à la résistance palestinienne, comme l'Union soviétique l'avait fait pour l'Organisation de libération de la Palestine. Hi hi ! À part des gestes vides et des platitudes pacifistes, le Parti communiste (PCC) n'a pas levé le petit doigt pour la cause palestinienne. Et ce, même si la libération de la Palestine et l'expulsion de la puissance américaine de l'Asie occidentale contribueraient grandement à réduire la menace que les États-Unis font peser sur la Chine en Asie orientale. Le PCC est trop occupé à s'acoquiner avec les pires autocrates du Golfe et les capitalistes israéliens pour accorder la moindre attention à l'anti-impérialisme et aux luttes de libération nationale, sans parler de la révolution prolétarienne mondiale.

De tous les pays fondateurs des BRICS, l'Afrique du Sud est probablement celui qui a le plus fait pour indiquer qu'il se tient moralement aux côtés de la Palestine. Il a porté plainte en grande pompe devant la CPI contre Israël pour génocide. Le résultat ? Rien, bien sûr. La CPI a pour seul but de cibler des dictateurs africains déchus et des ennemis des États-Unis. Cette démonstration de force vide de tout contenu avait beaucoup plus à voir avec requinquer Ramaphosa et le flanc gauche de l'ANC avant les récentes élections qu'avec un quelconque engagement sérieux en faveur de la libération de la Palestine. En fait, juste après les élections, le président Ramaphosa s'est précipité dans une coalition avec les héritiers du régime d'apartheid, des sionistes enragés. Ce n'est certainement pas de ce gouvernement que la Palestine recevra une quelconque aide.

Cela signifie-t-il que la situation soit désespérée ? Loin de là. Il n'est pas nécessaire de faire l'éloge des BRICS pour admettre que l'emprise de l'Amérique sur le monde s'affaiblit. Des milliards de travailleurs et d'opprimés n'ont que la misère et la guerre à attendre des États-Unis et de leur ordre qui s'effondre. Une fois que l'on cesse de faire confiance aux régimes pourris qui concilient et soutiennent le statu quo, il devient évident qu'il existe un énorme potentiel pour unir les victimes de l'impérialisme américain dans le monde entier – de la Palestine au Mexique en passant par les Philippines et les États-Unis eux-mêmes.

- ***Pour un front anti-impérialiste contre Israël et les États-Unis !***
- ***Nationalisation de tous les actifs impérialistes et annulation des dettes !***
- ***Pas d'illusions dans les BRICS – Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !***

Et après ?

La situation est sombre. Chaque jour, davantage de Palestiniens sont tués par l'armée israélienne et des centaines de milliers d'entre eux sont confrontés à la famine et à la maladie. En Cisjordanie, de nouvelles terres palestiniennes sont volées. Israël montre aujourd'hui tous les signes de sa volonté de transformer le Liban en un nouveau Gaza et de bombarder l'Iran jusqu'à la soumission. Quant à savoir s'il y parviendra, c'est une autre affaire. Toutefois, si l'année écoulée a montré une chose, c'est qu'il n'y a pas de place pour l'optimisme béat. L'ONU, la communauté internationale, la CPI, les BRICS, les régimes musulmans – aucun d'eux ne viendra à la rescousse des Palestiniens. Il est temps de faire face à la dure réalité et de tirer les leçons des résultats désastreux des 12 derniers mois. Les dirigeants actuels de la résistance palestinienne ne sont pas à la hauteur de la tâche. Le mouvement propalestinien international non plus.

Les communistes et les socialistes ont peu d'influence dans le monde arabe, notamment parce qu'ils n'ont pas proposé jusqu'à présent de voie pour une véritable libération nationale (voir « Les marxistes et la Palestine : Cent ans d'échecs », *Spartacist* édition en anglais n° 69). Cependant, il devient chaque jour plus clair que les forces de l'islam politique n'ont pas non plus de réponse. Cela donne au mouvement ouvrier une ouverture pour se jeter dans la mêlée au côté des Palestiniens et proposer une alternative.

La tâche à accomplir est de fusionner à l'échelle internationale les luttes des travailleurs dans leur propre pays avec la lutte de libération palestinienne. Cela ne sera possible que si l'on lutte contre la voie faillie proposée par les bureaucrates syndicaux, les libéraux et les conciliateurs qui ont mené la danse jusqu'à présent. C'est la responsabilité urgente de tous les socialistes, militants de la classe ouvrière et activistes palestiniens de commencer à débattre et à organiser cette lutte pour en changer la trajectoire. Nous ne pouvons pas permettre que l'année prochaine soit comme la précédente. ■

